
CABINET

**PROJET CONSERVATION INTEGREE A BASE COMMUNAUTAIRE DES ECOSYSTEMES
DE TOURBIERES ET PROMOTION DE L'ECOTOURISME DANS EL PAYSAGE DU LAC
TELE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO – ICOBACPE /PELATEL**

**APPEL A CANDIDATURE
POUR LE RECRUTEMENT DU RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

TERMES DE REFERENCE

Le paysage du Lac Télé (LT) en République de Congo revêt une importance globale pour la biodiversité mondiale. Il contient certaines des densités de gorilles de plaine parmi les plus élevées jamais enregistrées dans la région (environ 15 000 gorilles de plaine de l'ouest et 1 500 éléphants de forêt). Pour les gorilles en particulier, le paysage de LT représente un habitat unique composé principalement de marécages et de forêts inondées de façon saisonnière. Leur habitat étant si spécifiques, il est tout à fait possible que ces populations aient une écologie et un comportement spécifiquement adaptés, ce qui leur a permis de rester dans un endroit avec si peu de terra-firma et avec une composition d'essences forestières probablement très différente des autres endroits du pays. Ils sont très mal étudiés par rapport aux autres populations de la région.

Le paysage du Lac Télé abrite également une biodiversité exceptionnelle en milieux humides, notamment une diversité exceptionnelle d'espèces d'oiseaux et de poissons d'eau douce, trois espèces de crocodiles dont deux sont intégralement protégées, des loutres et une petite population d'hippopotames. Les tourbières tropicales sont connues pour avoir une biodiversité distincte et un niveau d'endémisme potentiellement élevé comme dans les tourbières d'Asie et, comme l'écosystème du Lac Télé - Lac Toumba (LTLT) est mal connu, il ne fait aucun doute que le paysage abrite une diversité importante et unique de plantes, d'amphibiens et de les reptiles qui sont peu susceptibles de se produire ailleurs dans le pays - bien que des efforts supplémentaires en matière de recherche scientifique soient nécessaires pour découvrir cette valeur de la biodiversité. La forêt de ce paysage constitue une importante frayère permettant la reproduction des poissons pour le paysage et probablement au-delà, car les zones de pêche exploitées atteignent les principales rivières telles que l'Oubangui. En tant que tel, le maintien de cet habitat est non seulement essentiel pour la valeur de la biodiversité, mais également pour garantir l'accès durable des sources de protéines aux communautés locales.

Environ 90 000 personnes vivent dans le paysage LT, dont 20 000 d'entre elles seront les bénéficiaires d'activités ciblées dans le cadre de l'action proposée par le projet. La majorité de ces communautés dépendent fortement des ressources forestières pour leur revenu et

subsistance et ont conservé la majeure partie de leur structure sociale et de leur cohésion d'origine. Les Bomitaba, qui représentent 96% de la population, sont principalement des pêcheurs et des chasseurs forestiers, tandis que certains pratiquent une agriculture à petite échelle, les ressources forestières et la pêche constituent la majorité des portefeuilles de moyens de subsistance (plus de 60%). Parmi les Bomitaba, environ 7% sont considérés comme des Bakoulou, un groupe ethniquement marginalisé, composé de Bantous et de groupes autochtones (Bakoulou et Ba'aka). Les autochtones Ba'aka, qui représentent 3% de la population du nord-est de la cible géographique, dépendent entièrement des ressources forestières, de la viande sauvage et autres produits forestiers non ligneux. Les Ba'aka constituent un groupe particulièrement marginalisé et sous-représenté dans la prise de décision en matière d'utilisation des terres et de conservation, problème que ce projet entend corriger.

Le projet se concentrera sur l'élaboration d'un modèle intégré pour l'utilisation et la gestion durable des écosystèmes de tourbières à travers un nouveau modèle de conservation participative. L'accent sera mis sur le renforcement de capacité des communautés locales et des peuples tributaires de la forêt à participer à des actions visant à limiter la dégradation de l'environnement dans le biome, à les gérer et en tirer parti, en particulier la gestion durable des ressources naturelles.

Les interventions clés du projet comprendront :

- Soutien à la mise en œuvre de plans de gestion de l'utilisation des sols pour les aires protégées et les paysages environnants de la zone géographique ciblée, en veillant à assurer et à formaliser la participation des communautés ;
- Mise en place des structures de gestion des communautés locales et des cadres réglementaires permettant une gestion durable de la chasse et des feux de brousse basée sur le succès de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une réglementation de la pêche basée sur la communauté au cours des 3 dernières années ;
- Renforcement des capacités techniques et institutionnelles des groupes de gouvernance des communautés locales et des peuples tributaires de la forêt pour élaborer et mettre en œuvre des projets environnementaux, notamment le reboisement des galeries forestières, qui sont indispensables aux services écosystémiques et à la production halieutique ;
- Fourniture de soutien institutionnel et technique aux communautés pour créer une base pour les entreprises de tourisme communautaires - par exemple, tirer parti de l'expertise pour développer des produits touristiques et un modèle d'entreprise, former des guides communautaires, travailler avec les acteurs du tourisme départemental à Impfondo et établir des infrastructures de base ;
- Promotion des activités génératrices de revenus durables et une diversification économique, telles que la production certifiée de cacao et le tourisme communautaire à petite échelle ;
- Soutien à la recherche et la surveillance fondées sur des actions permettant une gestion adaptative par les communautés et le gouvernement.

- Promotion de la coopération sud-sud et de la collaboration transfrontalière dans la gestion des tourbières.

Le projet s'inscrit parfaitement dans le programme à Impact CBSL qui vise à « incorporer les principes de gestion de l'environnement dans la gestion des forêts par le biais d'approches intégrées à différents niveaux (local, national et transfrontalier). Comme décrit ci-dessus, le projet vise à développer une approche intégrée de la gestion des tourbières par le biais d'un modèle de gouvernance local et pertinent, pouvant être étendu à d'autres zones de la région du bassin du Congo, telles que les zones de développement communautaire dans les concessions forestières. Le projet mettra l'accent sur les systèmes socio-écologiques plutôt que sur un aspect disciplinaire, le rendant ainsi pragmatique et durable tout en apportant des avantages à la fois aux personnes et à l'environnement. La conservation de la faune et de la flore sauvages constituera un élément central du projet, tandis qu'un cadre novateur de gouvernance locale sera mis au point et que l'utilisation des nouvelles technologies sera encouragée.

Le Responsable administratif assure l'administration du projet et le soutien financier à l'Unité de gestion du projet. Les tâches spécifiques incluraient :

Prestation de services administratifs :

- Configurer et maintenir les fichiers de projet ;
- Collecter les données d'informations liées au projet ;
- Mettre à jour les plans de passation de marché ;
- Soutenir le processus d'examen de la qualité ;
- Soutenir les réunions du comité de pilotage du projet ;
- Prendre en charge l'approvisionnement du projet en équipements et services.

Gestion de la documentation du projet :

- Administrer le contrôle de révision des documents financiers et administratifs du projet ;
- Établir des procédures de contrôle de gestion du projet ;
- Compiler, copier et distribuer tous les rapports de projet ;
- Diriger l'élaboration et le respect du manuel de procédures financières et administratives du projet.

Gestion financière, suivi et rapports :

- Prendre le leadership dans les tâches de gestion financière du projet sous la responsabilité du Directeur de projet et en consultation avec le CTP ;
- Fournir un soutien dans l'utilisation des modèles de rapportage du PNUE pour le suivi et les rapports financiers ;
- Aider à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'action annuels/périodiques ;
- Assurer le suivi et l'utilisation financière du projet conformément aux activités approuvées du projet et à l'accord avec le PNUE.

Autres : Exécuter toute autre activité en rapport avec sa fonction à la demande du directeur de projet avec avis du CTP ou par le PNUE.

Qualifications et compétences :

- Diplôme universitaire en comptabilité, finance ou domaine connexe ;
- Solide expérience en budgétisation, planification et établissement de rapports sur un projet financé par des donateurs. Idéalement, une certaine exposition au FEM et/ou au PNUE ;
- Connaissance des procédures administratives et comptables du gouvernement ;
- Bonnes compétences informatiques en outils de traitement de texte (MS Word), tableur (MS Excel) et logiciels de comptabilité ;
- Maîtrise du français et de l'anglais et excellente maîtrise d'au moins une des langues locales.

Date limite de soumission :

La date limite de la vacance de poste est fixée **au 30 octobre 2022**. Les candidatures reçues après cette date ne seront pas considérées.

Les dossiers de candidature, adressés à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et déposés à son Cabinet, sis Immeuble Man'Grite, 4^{ème} étage, Plateau-ville à Brazzaville, par voie électronique à l'adresse secretariatministre@ministere-tourisme.gouv.cg avec pour objet la mention « **Recrutement du Responsable administratif et financier** », devront être constitués de :

- un CV détaillé ;
- une lettre de motivation.

Le processus de recrutement :

Seuls les candidats présélectionnés, après analyse des dossiers, seront contactés et passeront un entretien.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées à postuler.

Fait à Brazzaville, le **22 SEPT 2022**

La Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo,


Ariette SOUDAN-NONAUT. -
La Ministre